

CENTRE COMMUNAL D'ACTION SOCIALE DE BESSIÈRES

DEBAT D'ORIENTATION
BUDGETAIRE 2026



SOMMAIRE

- 1- CONTEXTE ECONOMIQUE ET FINANCIER
- 2 - LES PRINCIPALES MESURES DE LA LOI DES FINANCES 2026
- 3 LES RESULTATS PREVISIONNELS 2025 DU BUDGET DU CCAS
4. LES MISSIONS ET L'ÉQUIPE DU CCAS
5. LES ORIENTATIONS BUDGETAIRES POUR L'ANNÉE 2026



D é b a t d ' O r i e n t a t i o n B u d g é t a i r e (D O B) C C A S d e B e s s i è r e s

Envoyé en préfecture le 09/03/2026
Reçu en préfecture le 09/03/2026
Publié le
ID : 031-213100662-20260302-DE2026002-DE

Le DOB est un temps d'échange obligatoire entre les élus avant le vote du budget primitif. Il est encadré par les articles L.2312-1 et L.2312-2 du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT) et concerne toutes les communes, avec des obligations renforcées pour celles de plus de 3 500 habitants.

Objectifs et rôle :

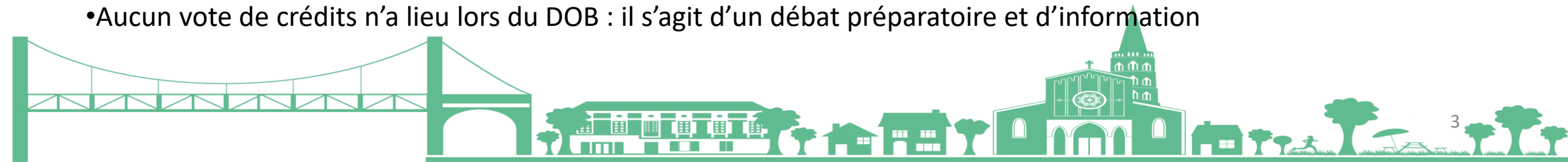
- Présenter la situation financière passée et prévisionnelle de la commune
- Exposer les grandes orientations politiques et financières, notamment : fonctionnement des services, projets d'investissement, gestion de la dette
- Débattre des priorités et choix budgétaires pour l'année à venir

Contenu attendu :

- Évolution des dépenses et recettes
- Niveau et évolution de l'endettement et de la capacité d'autofinancement
- Projets d'investissement et priorités politiques

Calendrier légal :

- Le DOB doit être présenté dans les 2 mois qui précède le vote du Budget
- Aucun vote de crédits n'a lieu lors du DOB : il s'agit d'un débat préparatoire et d'information



CONTEXTE ECONOMIQUE ET SOCIAL



CONTEXTE ECONOMIQUE ET FINANCIER CONTEXTE INTERNATIONAL ET NATIONAL

Depuis 2024, la situation s'apaise. Selon le Fonds monétaire international (FMI) :

- La croissance mondiale atteindrait 3 % en 2026, un rythme modéré mais stable ;
- L'inflation poursuit sa décrue, revenant autour de 3,5 % dans le monde et moins de 2 % dans les pays développés.

Les grandes puissances économiques évoluent à des vitesses différentes :

- Les États-Unis gardent une croissance correcte (+1,9 % attendus en 2026), portée par la consommation des ménages ;
- La Chine et l'Inde restent dynamiques (respectivement +4,2 % et +6,4 %), mais connaissent des tensions internes (immobilier, emploi) ;
- L'Europe et le Japon progressent plus lentement (+1 % environ), en raison d'une demande intérieure prudente et des taux d'intérêt encore élevés,



CONTEXTE ECONOMIQUE ET FINANCIER CONTEXTE INTERNATIONAL ET NATIONAL

Envoyé en préfecture le 09/03/2026

Reçu en préfecture le 09/03/2026

Publié le

ID : 031-213100662-20260302-DE2026002-DE



Une inflation en reflux, mais des taux d'intérêt toujours élevés

La forte hausse des prix de 2022-2023 est désormais derrière nous. ,En 2025-2026, la plupart des pays reviennent vers une inflation "normale", c'est-à-dire autour de 2 % par an. Cependant, les banques centrales, qui avaient fortement relevé leurs taux pour freiner la hausse des prix, ne les ont pas encore totalement abaissés.

- En zone euro, le taux directeur de la Banque centrale européenne (BCE) devrait rester entre 2,5 % et 3 % jusqu'à la mi-2026 ;
- Cette situation stabilise les prix, mais ralentit les investissements publics et privés, car l'emprunt reste coûteux

* Source Banque Postale

En Europe, une croissance modérée et une discipline budgétaire renforcée

L'Union européenne connaît une reprise économique lente :

- Croissance estimée à +0,8 % en 2025, puis +1,4 % en 2026, selon la Commission européenne.

L'inflation diminue :

- 2,4 % en 2025,
- 1,7 % en 2026, revenant vers la cible de la BCE.

Mais le redressement s'accompagne d'un resserrement budgétaire : le pacte de stabilité européen est à nouveau appliqué et les États membres doivent ramener leurs déficits sous les 3 % du PIB à moyen terme ; cela conduit à maîtriser les dépenses publiques, y compris les transferts aux collectivités territoriales.



* Source Banque Postale

CONTEXTE ECONOMIQUE ET FINANCIER CONTEXTE INTERNATIONAL ET NATIONAL

En France, une économie sous contrainte mais en voie de stabilisation La France reste dans la moyenne européenne:

- Croissance prévue +1 % en 2026,
- Inflation ramenée à 1,3 %,
- Déficit public autour de -4,7 % du PIB, selon le projet de loi de finances 2026 (PLF 2026).

Déficit public

- 5,8 % en 2024
- 5,4 % en 2025
- 4,7 % en 2026

Inflation

+ 2,0 % en 2024
+ 1,1 % en 2025
+ 1,3 % en 2026

Croissance

+0,7 % en 2025
+1,0 % en 2026



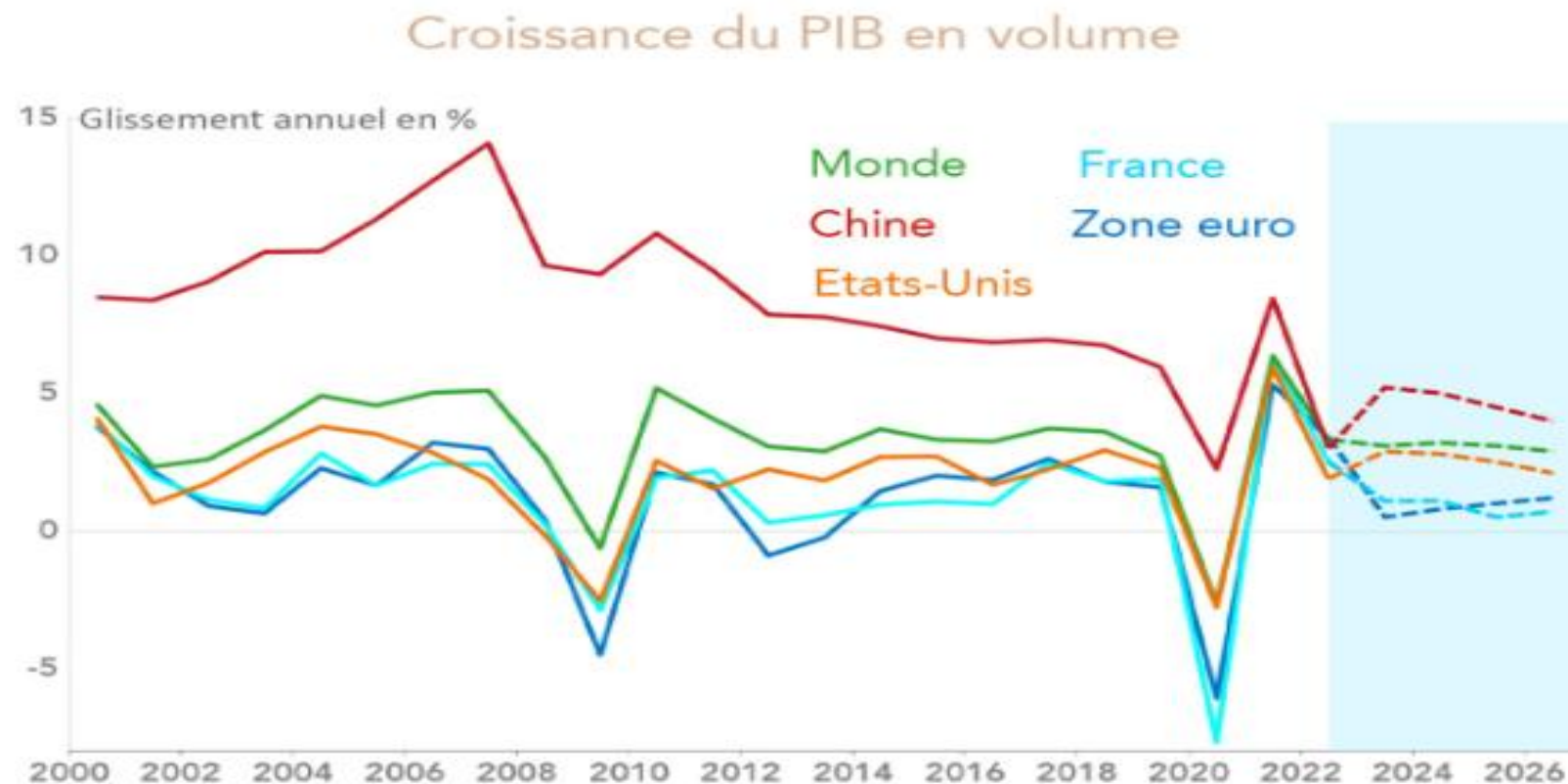
CONTEXTE ECONOMIQUE ET FINANCIER

CONTEXTE INTERNATIONAL

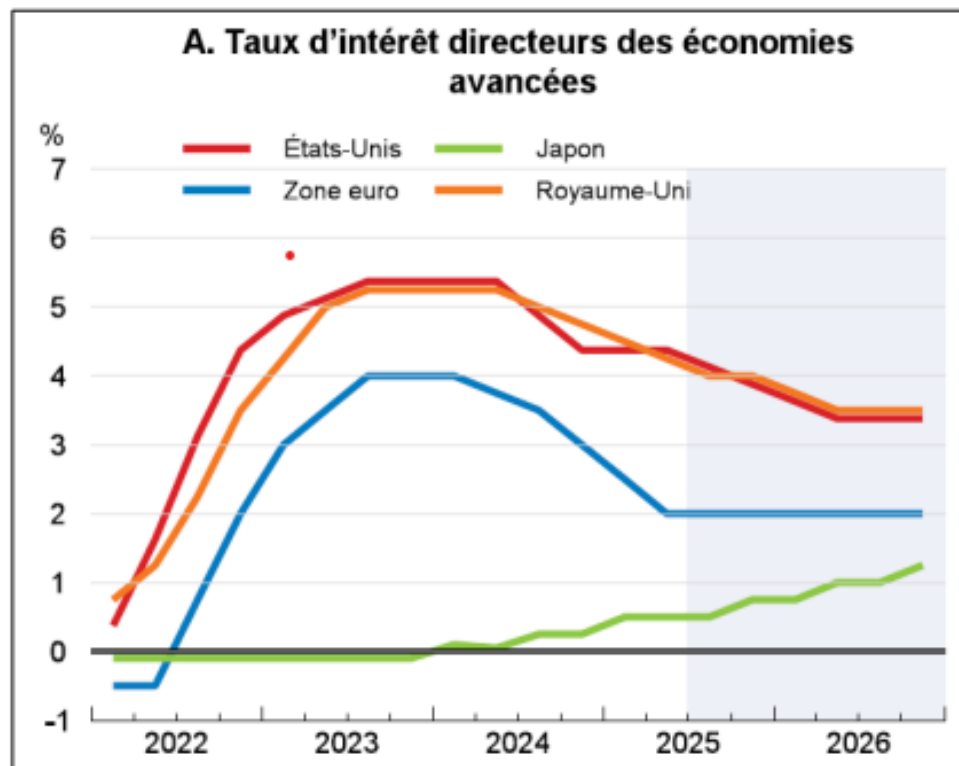
Des prévisions prudentes de croissance

L'année 2026 devrait confirmer la stabilisation économique mondiale, sans véritable rebond :

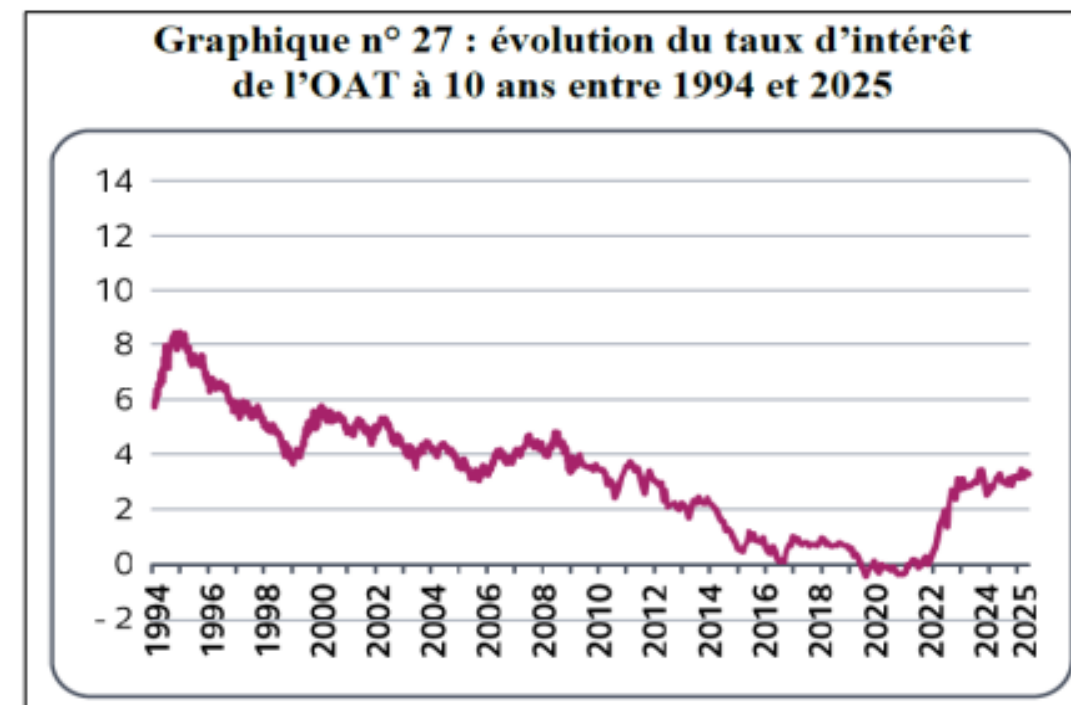
- Le FMI table sur une croissance mondiale de 3 %,
- La zone euro autour de 1,4 %,
- Et la France à 1 %. Ce rythme modéré traduit une économie en convalescence, où les politiques budgétaires et monétaires restent prudentes.



CONTEXTE ECONOMIQUE ET FINANCIER CONTEXTE INTERNATIONAL ET NATIONAL



Source : Base de données des Perspectives économiques intermédiaires de l'OCDE, n° 118

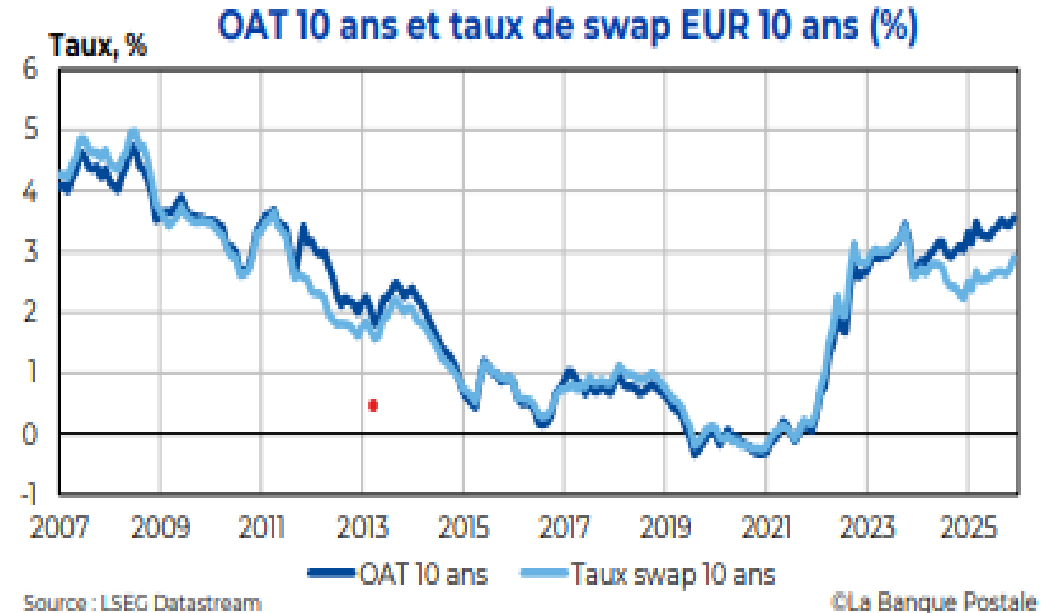
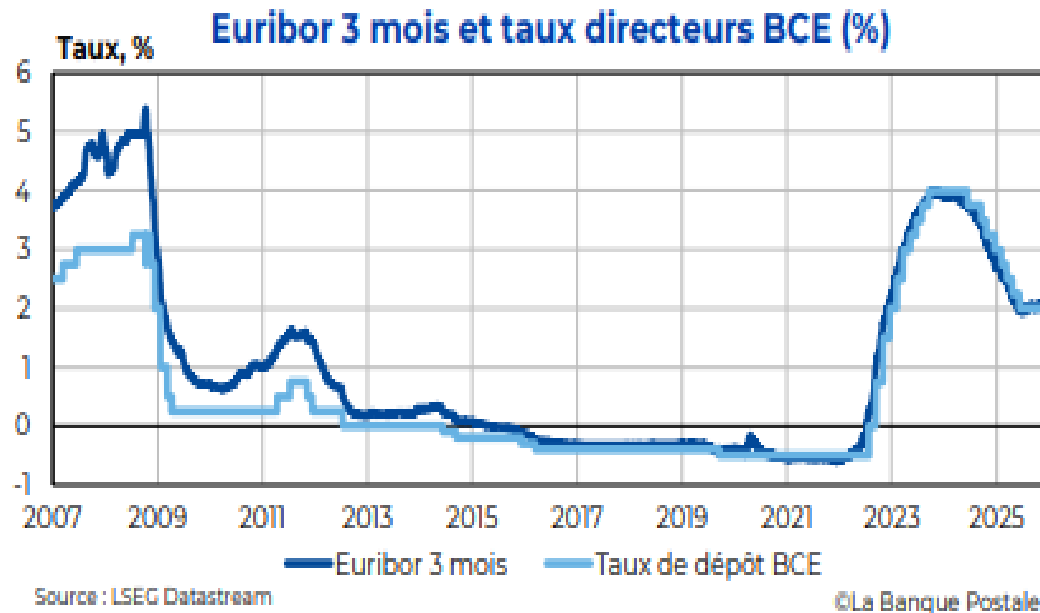


« La situation et les perspectives des finances publiques - juin 2025 », Cour des comptes.



CONTEXTE ECONOMIQUE ET FINANCIER CONTEXTE NATIONAL

Évolution des taux d'intérêt



Cette hausse des taux d'intérêts était défavorable à l'emprunt. Raison pour laquelle la Ville de Bessières a dû adapter son investissement



CONTEXTE ECONOMIQUE ET FINANCIER

CONTEXTE NATIONAL

Une inflation maîtrisée mais des tensions persistantes

L'inflation devrait rester proche de la cible de 2 %, ce qui est positif pour la planification budgétaire des collectivités. Cependant, certaines tensions demeurent :

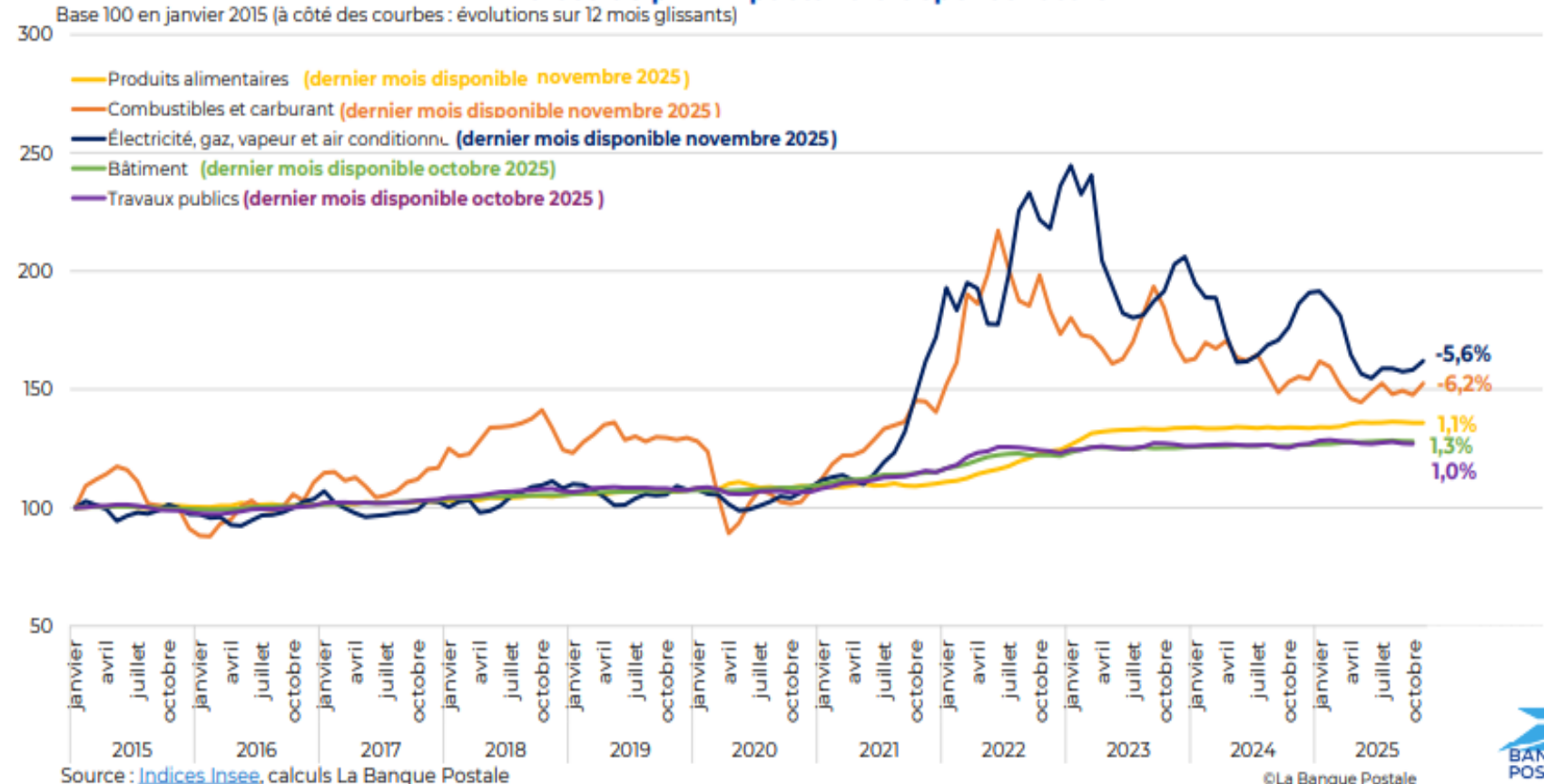
- Prix des énergies et des matières premières, sensibles aux tensions géopolitiques ;
- Coûts de main-d'œuvre en hausse, notamment dans les services publics et la construction
- Possible volatilité des taux d'intérêt selon la politique des banques centrales.

Pour les communes, cela implique de prévoir une marge d'ajustement dans les dépenses courantes et les opérations d'investissement.

Cette inflation a impacté les habitants de Bessières dont le pouvoir d'achat a fortement baissé.

I Macro-économie

Indices de prix impactant la dépense locale



CONTEXTE NATIONAL

Des évolutions négatives et positives

La hausse du coût de la vie et l'inflation entraînent des difficultés accrues pour les ménages et une demande plus forte d'aides sociales, tandis que la précarité et le chômage persistent, notamment chez les jeunes et les publics éloignés de l'emploi.

Le vieillissement de la population génère de nouveaux besoins en matière de services d'accompagnement et d'aide à l'autonomie, et la diversité des structures familiales enrichit la société mais nécessite un suivi social plus ciblé.

Sur le plan sanitaire, les conséquences post-COVID-19 et la montée des problématiques de santé mentale accentuent l'isolement et la vulnérabilité des publics.

Parmi les évolutions positives, le développement du label France Services renforce l'accès aux services publics de proximité grâce à des partenariats avec la CAF, la Mission Locale, Pôle Emploi et d'autres acteurs locaux.

Les réformes sociales et les dispositifs de transition énergétique offrent également des opportunités pour améliorer l'accès aux droits et réduire les dépenses des ménages.

Enfin, la dématérialisation des démarches et l'inclusion numérique constituent à la fois un **défi pour certains publics** et une **opportunité pour le CCAS** de jouer un rôle central dans l'accompagnement et la réduction de la fracture numérique.

CONTEXTE NATIONAL PREVISIONS 2026 OPTIMISTES

-  **Emploi** : L'emploi devrait augmenter modérément avec une légère hausse de l'emploi public compensant un marché marchand plus lent, mais la reprise nette de l'emploi ne serait pas forte avant 2027
-  **Chômage** : légère hausse → 7,6 % en 2025, proche des 7,7-7,8% en 2026. Cette trajectoire montre seulement une hausse modérée par rapport à 2024 et reste globalement proche du niveau d'avant COVID
-  **Salaires et pouvoir d'achat** : progression grâce aux salaires réels plus rapidement que l'inflation selon les projections de la Banque de France, ce qui soutiendra le pouvoir d'achat
-  **Résilience économique** : consommation et emploi relativement stables → conditions de vie préservées



MAIS UN CONTEXTE MEDICAL NATIONAL ENCORE DIFFICILE

-  **Accès aux soins fragilisé** : la prise en charge sur notre territoire reste fortement impactée par le manque de professionnels de santé, notamment les médecins généralistes référents, essentiels pour le suivi et l'orientation des patients présentant des pathologies complexes.
- **Vieillesse de la population** : la France compte désormais plus de 32 000 centenaires, renforçant les besoins dans les filières gériatriques et interrogeant la capacité des structures adaptées à répondre aux besoins des personnes âgées.
- **Maintien à domicile priorisé** : face au manque de structures de soins palliatifs et d'EHPAD adaptés, le maintien à domicile reste la solution privilégiée. Sa mise en œuvre reste toutefois complexe et pèse sur les aidants, souvent confrontés à des situations de stress et de culpabilité.
-  **Enjeux pour le pays** : nécessité de renforcer l'offre locale de soins, de soutenir les aidants et de développer des solutions innovantes pour le grand âge, afin de garantir un accompagnement de qualité aux publics les plus vulnérables



LES RESULTATS FINANCIERS PREVISIONNELS 2025 CCAS DE BESSIERES

SECTION DE FONCTIONNEMENT :

Résultat prévisionnel exercice : estimation de **+ 10 300 €**

Résultat prévisionnel cumulé : estimation de **- 21 044 €**

SECTION D'INVESTISSEMENT :

Résultat prévisionnel exercice: estimation de **+ 8 850 €**

Résultat prévisionnel cumulé: estimation de **+ 6 586 €**



R E T R O S P E C T I V E D E P E N S E S D E F O N C T I O N N E M E N T

LES CHARGES EVOLUENT EN FONCTION DE LA POLITIQUE SOCIALE DE LA VILLE

Depuis 5 ans, les dépenses ont augmenté pour soutenir l'action sociale :

- **Hausse des charges à caractère général** suite à la mise en place du Voyage Séniors et des activités proposées
- **Baisse des charges de personnel** car le choix a été fait de faire porter les dépenses du transport TAD sur le Budget communal puisque l'agent perçoit l'intégralité du salaire par la commune et non le CCAS
- **Hausse des charges de gestion courantes** suite à la hausse des demandes d'aide



RETROSPECTIVE RECETTES DE FONCTIONNEMENT

Envoyé en préfecture le 09/03/2026
Reçu en préfecture le 09/03/2026
Publié le
ID : 031-213100662-20260302-DE2026002-DE

LES RECETTES EVOLUENT EGALEMENT EN FONCTION DE LE POLITIQUE SOCIALE DE LA VILLE

Depuis 5 ans, les recettes ont augmenté également pour soutenir l'action sociale, proportionnellement aux dépenses engagées :

- **Hausse des produits de services** lié à la fréquentation du TAD ce qui compense l'entretien du véhicule
- **Hausse des dotations et subventions** car la commune a augmenté sa subvention d'équilibre
- **Hausse des autres produits de gestion courante** car le CCAS refacture le voyage seniors aux aînés participants et aux communes associées au projet



LES ACTIONS MENEES EN 2025

Envoyé en préfecture le 09/03/2026
Reçu en préfecture le 09/03/2026
Publié le 
ID : 031-213100662-20260302-DE2026002-DE

- **TAD** : maintien du nombre d adhérents
- **Ateliers mémoire** : augmentation du nombres d adhérents puisque nous sommes passés de 14 en septembre 2024 à 22 fin 2025
- **Voyage Séniors**: 56 personnes sont parties cette année
- **Repas des aînés**: 170 personnes ont participé aux repas
- **Les Jardins partagés**: il y a 18 parcelles utilisées ,il en reste seulement 2 disponibles
- **Ateliers DIET « papote et popote »** 9 lundis avec la venue d'une diététicienne papote et popotes il y avait 14 inscrites
- **Ateliers numériques** tous les jeudis sauf vacances scolaires (deux groupes de 15 personnes)
- **Boîtes cadeaux solidaires** :+ 100 boîtes apportées au CCAS
- **59 tickets up** distribués (aide aux courses)
- **40 bénéficiaires des bons croix rouge** (pour aller à la croix rouge de Bessières)
- **10 dossiers d'aide financières validés par la commission**

R A P P E L O N S L E S M I S S I O N S D U C C A S

Le Centre Communal d'Action Sociale (CCAS) de Bessières, intégré dans le territoire de l'intercommunalité Val Aïgo et en lien avec le CIAS, a pour missions principales d'écouter, accompagner, soutenir, informer et orienter les habitants confrontés à des difficultés sociales ou économiques. Pour accomplir ces missions, le CCAS , grâce à deux agents :

- **Met en place un accompagnement** social individualisé pour les familles, les personnes âgées et les publics en situation de vulnérabilité.
- **Facilite l'accès aux droits** et prestations sociales en partenariat avec la CAF, la Mission Locale, Pôle Emploi et d'autres services publics.
- **Participe à la coordination locale** des acteurs sociaux, en lien avec le CIAS, pour garantir une continuité des services et un suivi efficace des usagers.
- **Développe des actions spécifiques** de prévention, d'inclusion numérique et de soutien à domicile, en s'appuyant sur son équipe de conseillères spécialisées et sur les partenaires du territoire.



LES ORIENTATIONS 2026 UNE SITUATION PREOCCUPANTE

Dans un contexte économique qui devrait rester contraint en 2026, marqué par la persistance de l'inflation, la hausse durable des coûts et le maintien de taux d'intérêt élevés, la précarisation des foyers constitue un enjeu social majeur. En effet, ces perspectives auront une pression continue sur le pouvoir d'achat des ménages, accentuant encore leur fragilité sociale.

Les orientations budgétaires du CCAS pour 2026 viseront à concentrer les moyens sur les besoins les plus avérés, en tenant compte de l'impact du coût de la vie et des besoins croissants des foyers, des jeunes et des seniors, particulièrement exposés à la conjoncture économique.

Dans la continuité de 2025, les budgets seront maintenus et les animations reconduites et développées.



LE BUDGET PREVISIONNEL 2026

Envoyé en préfecture le 09/03/2026

Reçu en préfecture le 09/03/2026

Publié le

ID : 031-213100662-20260302-DE2026002-DE



On reste dans la continuité de 2025:

- Maintien des aides et des animations en dépenses
 - Maintien de la subvention mairie en recettes
- Maintien d'une enveloppe pour investir grâce à l'excédent reporté

	DEPENSES	RECETTES
FONCTIONNEMENT	117 000 €	117 000 €
INVESTISSEMENT	6 500 €	6 500 €

